

Le Conseil de sécurité veut renforcer la présence de l'ONU au Burundi

@rib News, 12/11/2015 â€“ Source AFP Le Conseil de sÃ©curitÃ© a adoptÃ© jeudi une rÃ©solution proposant de renforcer la prÃ©sence de l'ONU au Burundi, ce qui pourrait mener au dÃ©ploiement de Casques bleus pour apaiser les violences. La rÃ©solution, d'origine franÃ§aise et adoptÃ©e Ã l'unanimitÃ©, appelle au dialogue d'urgence entre pouvoir et opposition. Elle rÃ©affirme que le Conseil a l'intention d'envisager des mesures supplÃ©mentaires contre les fauteurs de trouble mais ne va pas jusqu'Ã parler explicitement de sanctions.

La rÃ©solution invite l'ONU Ã dÃ©ployer une Ã©quipe au Burundi pour coopÃ©rer avec le gouvernement et l'Union africaine afin de mettre au point des options susceptibles de traiter les problÃ©mes politiques et de sÃ©curitÃ© dans le pays. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon devra rendre compte de la situation au Conseil dans les 15 jours et notamment lui prÃ©senter des options sur une prÃ©sence future de l'ONU au Burundi. Selon l'ambassadeur britannique Matthew Rycroft, qui prÃ©side le Conseil en novembre, l'ONU Ã©tudie la possibilitÃ© de faire venir des Casques bleus depuis la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) si la situation devient incontrÃ©lable et risque de mener dans le pire des cas Ã un gÃ©nocide. L'ONU maintient en RDC une mission de maintien de la paix (Monusco) dotÃ©e de 20.000 hommes et d'une force de rÃ©action rapide. Il faudrait cependant une autorisation du gouvernement burundais ou l'adoption d'une rÃ©solution contraignante du Conseil pour en arriver lÃ , ce qui semble difficile pour le moment. Une autre option selon des diplomates serait de dÃ©ployer une coalition de soldats de plusieurs pays de l'Union africaine. L'ambassadeur britannique a saluÃ© une Ã©tape importante et un message d'unitÃ© du Conseil pour inciter pouvoir et opposition Ã engager un dialogue. Son homologue franÃ§ais FranÃ§ois Delattre a affirmÃ© que le Conseil devait tout faire pour prÃ©venir un embrasement du pays, Ã©voquant des violences ethniques. ParallÃ©lement, dans un communiquÃ© commun publiÃ© jeudi en marge du sommet euro-africain Ã Malte, l'ONU, l'Union africaine et l'Union europÃ©enne ont appelÃ© le gouvernement burundais et des reprÃ©sentants de l'opposition Ã se rencontrer d'urgence pour faire cesser les violences et trouver une solution politique. La Russie et les pays africains membres du Conseil (Angola, Nigeria, Tchad), initialement rÃ©ticents, ont donnÃ© leur aval Ã la rÃ©solution aprÃ©s qu'une rÃ©fÃ©rence explicite Ã des sanctions eut Ã©tÃ© retirÃ©e du texte initial. La Russie, droit de veto, considÃ©re que la crise burundaise est un problÃ©me interne alors que les Occidentaux redoutent qu'elle ne dÃ©rape en gÃ©nocide avec des implications rÃ©gionales. La rÃ©solution ne parle que de l'intention (du Conseil) d'envisager des mesures supplÃ©mentaires contre tous les acteurs burundais dont les actes et les dÃ©clarations contribuent Ã perpÃ©tuer la violence et bloquent la recherche d'une solution pacifique. Le texte fait aussi rÃ©fÃ©rence Ã la dÃ©cision rÃ©cente de l'Union africaine d'imposer des sanctions ciblÃ©es (gel des avoirs et interdiction de voyager) aux protagonistes de la crise burundaise qui incitent Ã la violence. Le Conseil se fÃ©licite de la nomination par M. Ban d'un conseiller spÃ©cial sur le Burundi, Jamal Benomar. Il condamne l'augmentation des cas de violations des droits de l'homme et les rÃ©centes dÃ©clarations publiques de responsables burundais incitant Ã la violence et Ã la haine. Le Burundi est sorti il y a moins de 10 ans d'une longue guerre civile qui a fait quelque 300.000 morts entre 1993 et 2006. Au moins 240 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es et plus de 200.000 personnes ont quittÃ© le pays depuis que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en avril qu'il brigait un troisiÃ©me mandat, jugÃ© anticonstitutionnel par l'opposition. M. Nkurunziza a Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu en juillet lors d'un scrutin controversÃ©, qui n'a pas apaisÃ© les violences.